



FICHE "REPÈRES" DU BILAN SOCIAL 2019

intercommunalités de 100 à 349 agents

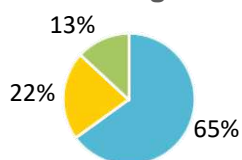
région Hauts-de-France

Cette Fiche "Repères" réalisée par l'Observatoire Régional de l'Emploi et des Données Sociales (OREDS) via l'application www.bs.donnees-sociales.fr reprend les principaux indicateurs du Bilan Social 2019 (Rapport sur l'Etat des Collectivités) sur la base d'informations déclarées par un échantillon de collectivités de la région Hauts-de-France.

- > 28 bilans ont été validés lors de la campagne de 2019 (réalisée en 2020)
- > 4 978 agents recensés dans ces collectivités dont 3 240 fonctionnaires, 1 083 contractuels permanents et 655 contractuels non permanents

Effectifs

65% des agents sont fonctionnaires



- Fonctionnaires
- Contractuels permanents
- Contractuels non permanents

	Minimum	Maximum	Effectif moyen
Fonctionnaires	45	308	116
Contractuels permanents	0	141	39
Contractuels non permanents	0	120	23



En moyenne, 2 agents sur emploi fonctionnel dans chaque collectivité

30 % des contractuels permanents en CDI

Précisions emplois non permanents

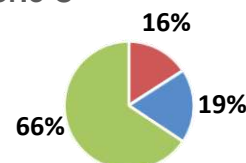
- ⇒ 20 % des contractuels non permanents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 40 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels

Caractéristiques des agents permanents

38% d'agents relevant de la filière technique

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous	Nbre moyen
Administrative	34%	29%	33%	51
Technique	42%	24%	38%	58
Culturelle	6%	13%	8%	12
Sportive	2%	2%	2%	2
Médico-sociale	10%	21%	13%	20
Police	0%		0%	0
Incendie				0
Animation	6%	11%	7%	11
Total	100%	100%	100%	155

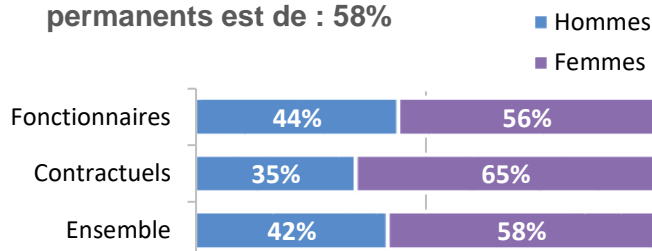
66% d'agents relevant de la catégorie C



Catégorie	Effectif moyen
■ Catégorie A	24
■ Catégorie B	29
■ Catégorie C	101



Le taux de féminisation des emplois permanents est de : 58%

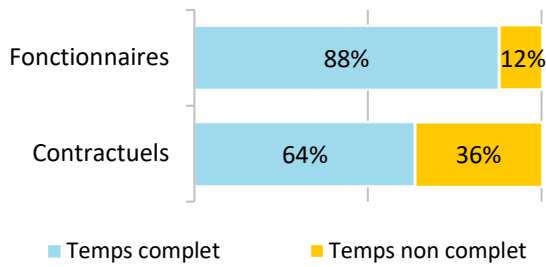


Le cadre d'emplois des Adjoints techniques représente 26%

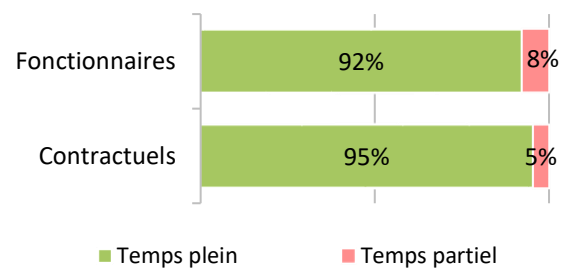
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	26%
Adjoints administratifs	17%
Attachés	8%
Agents sociaux	8%
Rédacteurs	7%

Temps de travail des agents permanents

88% des fonctionnaires à temps complet contre 64% des contractuels



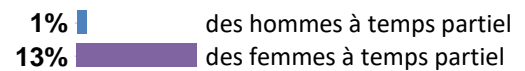
8% des fonctionnaires à temps partiel contre 5% des contractuels



Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Médico-sociale	45%	74%
Culturelle	38%	65%
Police	33%	

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre



Pyramide des âges

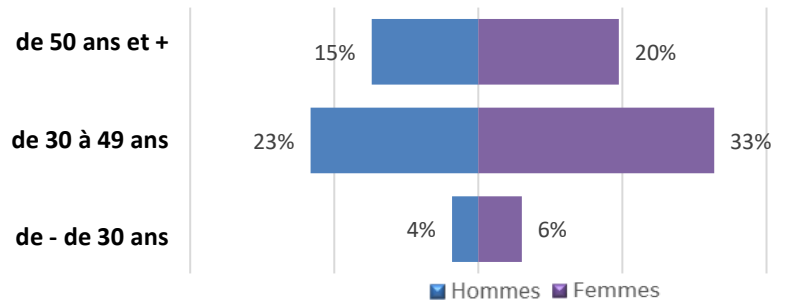
En moyenne, les agents des intercommunalités de 100 à 349 agents ont 45 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	46,13
Contractuels permanents	41,00
Ensemble des permanents	44,85

Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	38,99



Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

En moyenne, 154 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) par collectivité



- > 108 fonctionnaires
- > 32 contractuels permanents
- > 14 contractuels non permanents

Répartition des ETPR permanents moyens par catégorie



281 159 heures rémunérées en 2019 par collectivité

Positions particulières

En moyenne par collectivité :

- > Moins d'un agent mis à disposition dans la collectivité
- > Moins d'un agent mis à disposition dans une autre structure
- > Moins d'un agent en congés parental

> Moins d'un agent détaché dans la collectivité et originaire d'une autre structure

- > 1,0 agents détachés au sein de la collectivité
- > Moins d'un agent détaché dans une autre structure
- > Moins d'un agent dans une autre situation (disponibilité d'office, congés spécial ou hors cadre)

Mouvements

- En 2019, 25 arrivées d'agents permanents et 18 départs en moyenne par collectivité

En moyenne par collectivité, 2 contractuel permanent nommé stagiaire



Emplois moyens permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2018 ¹	Effectif physique au 31/12/2019
148 agents	154 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019		
Fonctionnaires	↗	2,2%
Contractuels	↗	12,6%
Ensemble	↗	4,6%

- Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrats remplaçants	42%
Autres cas	14%
Démission	13%
Départ à la retraite	13%
Mutation	10%

- Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Arrivées de contractuels	43%
Remplacements (contractuels)	30%
Recrutement direct	9%
Voie de mutation	8%
Transfert de compétence	4%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2019 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2018) / (Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2018)

Évolution professionnelle

- 1,7 agents sont lauréats d'un concours ou d'un examen professionnel dont 1,2 suivis d'une nomination en moyenne par collectivité

0,4 % des hommes nommés suite à la réussite à un concours contre 1,0 % des femmes

0,4 % des hommes nommés suite à la réussite à un examen professionnel contre 0,2 % des femmes

- 38,3 avancements d'échelon par collectivité

- 3,9 agents ont bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle en moyenne en 2019

Sanctions disciplinaires

- 28 sanctions disciplinaires prononcées en 2019 parmi les 28 collectivités concernées

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2019

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	11	3
Sanctions 2 ^{ème} groupe	3	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	1	0
Sanctions 4 ^{ème} groupe	2	0

Une sanction prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire stagiaire

7 sanctions prononcées à l'encontre d'agents contractuels

- Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels en 2019)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	74%
Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral	12%
Atteinte à la discrétion professionnelle, au secret professionnel, au secret des correspondances, à la vie privée, à la liberté individuelle	6%

Budget et rémunérations



- Les charges de personnel représentent 18,47 % des dépenses de fonctionnement



*Calculé sur les collectivités ayant renseigné un montant

Montant moyen - Emplois permanents

Rémunérations annuelles brutes :	4 242 414 €
Primes et indemnités versées :	715 735 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	49 733 €
Nouvelle Bonification Indiciaire :	32 942 €
Supplément familial de traitement :	41 987 €
Indemnité de résidence :	11 331 €

Montant moyen - Emplois non permanents

Rémunérations annuelles brutes :	306 673 €
---	------------------

- Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

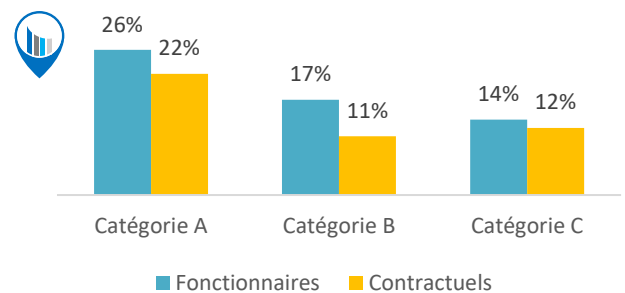
	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	50 804 €	40 372 €	34 849 €	26 317 €	26 637 €	25 041 €
Technique	59 496 €	45 800 €	35 081 €	25 656 €	26 004 €	21 513 €
Culturelle	42 977 €	35 150 €	30 420 €	24 021 €	23 899 €	42 413 €
Sportive	s		32 559 €	27 168 €	31 884 €	s
Médico-sociale	29 744 €	22 838 €	s	23 866 €	26 416 €	31 951 €
Police					26 038 €	
Incendie						
Animation			32 810 €	26 969 €	23 878 €	22 152 €
Toutes filières	49 163 €	38 982 €	33 882 €	25 344 €	26 064 €	24 513 €

*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

- La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 16,87 %

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations :	
Fonctionnaires	17,27%
Contractuels sur emplois permanents	15,41%
Ensemble	16,87%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations par catégorie et par statut



⇒ 100% des collectivités concernées par des heures supplémentaires et complémentaires, soit 9 229 heures en moyenne

- Aucune collectivité n'adhère au régime d'assurance chômage pour la gestion de leurs anciens contractuels

Aucune collectivité n'a conventionné avec Pôle Emploi pour l'assurance chômage de leurs anciens fonctionnaires

Absences (nouveau 2019 - agents présents au 31/12/2019)

En moyenne, 24,8 jours d'absence pour tout motif médical en 2019 par fonctionnaire



> En moyenne, 9 jours d'absence pour tout motif médical en 2019 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	3,89%	2,27%	3,49%	1,47%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	6,79%	2,45%	5,70%	1,47%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	7,52%	3,04%	6,40%	1,67%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 41,8 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

10 accidents* du travail déclarés en moyenne par collectivité concernée

- > 5,2 accidents du travail pour 100 agents
- > En moyenne, 44 jours d'absence consécutifs par accident du travail

*nombre moyen

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

7 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent en moyenne par collectivité concernée



- ⇒ 0,9 travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent par collectivité concernée
- ⇒ 87 % sont fonctionnaires*
- ⇒ 88 % sont en catégorie C*
- ⇒ 25 676 € de dépenses en matière de handicap par collectivité

* sur les emplois permanents

Prévention et risques professionnels

ASSISTANTS DE PRÉVENTION

Un assistant de prévention désigné dans la collectivité en moyenne

FORMATION

27 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût moyen des formations : 3 401 €

Coût par jour de formation : 127 €

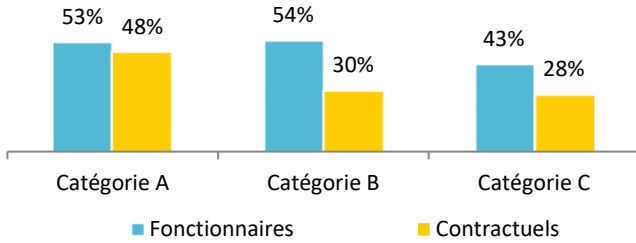
DOCUMENT DE PRÉVENTION

71% des collectivités disposent d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

Formation (nouveau 2019 - agents présents au 31/12/2019)

- En 2019, 42,7% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2019



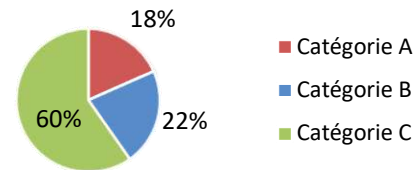
- 54 953 € ont été consacrés à la formation par collectivité en 2019

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	61 %
Autres organismes	35 %
Frais de déplacement	4 %

- 262 jours de formation suivis par les agents permanents par collectivité

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



- Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 1,7 jour par agent



Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	76%
Autres organismes	21%
Interne à la collectivité	3%

Action sociale et protection sociale complémentaire

- Participation des collectivités à la complémentaire santé et aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Santé	Prévoyance
Montant global des participations	507 822 €	187 331 €
Montant moyen par bénéficiaire	331 €	137 €

- L'action sociale des collectivités

43% de collectivités cotisent auprès d'un Comité d'Œuvres Sociales propre à leur collectivité

79% de collectivités cotisent auprès d'un Comité d'Œuvres Sociales inter-collectivité

21% de collectivités prévoit des prestations sociales servies directement aux agents

68% de collectivités prévoit des prestations sociales servies directement aux agents via un COS

Relations sociales

- Jours de grève

13,5 jours de grève recensés en moyenne en 2019
64% de collectivités concernées par des jours de grève

- Commissions Administratives Paritaires

0,5 réunion en moyenne en 2019 dans les collectivités

- Comité Technique Local

3,2 réunions en moyenne en 2019 dans les collectivités
1,4 réunion du CHSCT en moyenne en 2019 dans les collectivités

Précisions méthodologiques

¹ Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2018

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2019

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2019

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2018

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2018

² Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2019} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles : Maladie ordinaire et accidents du travail	2. Absences médicales : Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	3. Absences Globales : Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*
---	--	--

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche "Repères" reprend les principaux indicateurs du Bilan Social 2019. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble des effectifs correspondant à un groupe de collectivités constitué par le Centre de Gestion et ainsi de disposer d'éléments de comparaison respectant les mêmes modes de calcul que les synthèses individuelles du Bilan Social.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine en partenariat avec le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : mars 2021

Version 12